

Le plan Brady existe toujours mais il est douteux qu'il ait une longue et fructueuse carrière. Même si d'aucuns se plaignent que l'argent des contribuables occidentaux sert à tirer les banques d'affaires, les banquiers internationaux que nous avons rencontrés à New York trouvent que les mesures publiques de valorisation des prêts sont très insuffisantes. Selon eux, très peu de banques sont disposées à engager d'elles-mêmes de nouvelles sommes. Par ailleurs, les IFI craignent que leurs ressources soient immobilisées en garantie de vieilles dettes commerciales. L'économiste en chef de la Banque mondiale, M. Stanley Fischer, a laissé entendre aux membres du Comité que les banques pourraient être davantage incitées à accepter les pertes liées à de mauvaises créances. Plusieurs analystes en vue, dont M. Jeffrey Sachs, affirment qu'une réduction concertée et involontaire de la dette finira par devenir indispensable. M. Roy Culpeper, de l'Institut Nord-Sud, nous a tenu des propos semblables, soutenant que l'argent du plan Brady devrait plutôt servir à financer des investissements producteurs de revenus dans les pays débiteurs. Et au moment où le Mexique négociait finalement un accord complexe avec des centaines de banques créditrices, en février de cette année, une analyse présentée au Sous-comité par M. John Dillon, de la Coalition oecuménique pour la justice sociale, faisait valoir que les avantages modestes de cet accord ne pouvaient aucunement justifier le prix élevé qu'en payaient les Mexicains. En réalité, d'aucuns craignent que, dans plusieurs années, les options du Mexique soient moindres et que le total de sa dette publique extérieure n'ait pas diminué.

Nous tenons à dire qu'en dépit des progrès de la stratégie concernant l'endettement, notamment l'acceptation d'une réduction de la dette, il n'est pas certain qu'une solution valable ait été trouvée, même dans le cas du Mexique, qui devait être le premier bénéficiaire du plan Brady. Nous ne pouvons, dans le présent rapport, évaluer tous les efforts déployés ni toutes les erreurs commises par tel ou tel débiteur ou créateur. Nous reconnaissons en outre qu'il ne peut y avoir de solution unique au problème de la dette, étant donné la grande disparité qui existe entre les régions et entre les pays. À la lumière des témoignages que nous avons entendus, nous pouvons toutefois affirmer catégoriquement qu'il n'y a pas encore de solution à long terme satisfaisante au problème de l'endettement du Tiers monde. Nous ne pouvons nous permettre de tâtonner encore dix ans et laisser la dette entraîner des conséquences encore plus graves et plus inacceptables en termes de vies humaines, de dommages à l'environnement et d'occasions de développement ratées. Dans un monde d'interdépendance, il ne faut pas se laisser bercer par les mythes et les excuses qui subsistent encore. Nous sentons que beaucoup de Canadiens n'ont pas encore été vraiment frappés par l'énormité de la crise de l'endettement et par la gravité de ses répercussions sur l'avenir de l'humanité. Pourtant, sans la pression et l'appui de la population, la politique gouvernementale n'évoluera que très lentement et il y a beaucoup à faire à ce chapitre.